



# LE MAILLON DÉCHAÎNÉ



N° 36 - jeudi 23 juillet 2015

Édité par des militants et des sympathisants du Nouveau Parti Anticapitaliste

GAZETTE RÉVOLUTIONNAIRE DE L'USINE FORD / BLANQUEFORT

## Après la canicule financière, l'inévitable orage, Assez de la dictature de la finance !

La mise en scène par les politiciens et les médias de la tragédie grecque tend à en faire un événement complexe et mystérieux dont le peuple grec serait responsable et coupable. Sauf que les travailleurs et les classes populaires ne sont en rien responsables et coupables mais victimes de la politique de la bourgeoisie grecque et de son État, les alliés et complices de la troïka, de la bourgeoisie financière qui entraîne le monde dans une folle danse macabre.

### La dette, une arme contre les peuples

La crise grecque est un concentré de la folie qui habite l'économie mondiale. La dette est un instrument de domination économique et politique entre les mains de l'oligarchie financière pour s'approprier une part croissante des richesses en se soumettant les États comme les particuliers. Elle lui sert à alimenter et accroître ses profits alors que le capitalisme stagne dans une crise sans fin. La course au profit se nourrit d'une explosion du crédit et d'un endettement généralisé tant des États que des particuliers qui permettent aux financiers de s'assurer le contrôle de la société pour s'approprier toujours plus de richesses.

### D'Athènes à Shanghai

Alors que se discutait le diktat des créanciers à la Grèce, en Chine, se déroulait un krach boursier gigantesque. En à peine trois semaines, 3 000 milliards de dollars se sont évaporés.

Le gouvernement s'est endetté à hauteur de plus de 240 % de son PIB. Tous les gouvernements locaux et les entreprises publiques ont suivi le même chemin. L'emballement boursier encouragé par l'État devait permettre de financer cette fuite en avant... Jusqu'à la chute.

### La purge nécessaire

C'est la même politique qui est à l'œuvre partout sur la planète. Pas un seul territoire n'échappe aux rapaces, pas une seule goutte de profit, fruit du travail humain. Le crédit et la dette sont de gigantesques moyens de transférer les richesses produites entre les mains de ceux qui contrôlent la finance.

Aujourd'hui, les organisateurs de ce pillage mondialisé, ici le gouvernement Hollande-Valls, ne peuvent cacher leurs inquiétudes. Qu'un petit pays de 10 millions d'habitants comme la Grèce soit mis en faillite par ses propres créanciers, et c'est tout le château de cartes des crédits, des dettes qui n'ont d'autre garantie que des crédits et des dettes qui menace de s'effondrer.

Oui, tous savent que d'un moment à l'autre l'édifice peut s'effondrer mais comment réduire la dette sans provoquer la crise de confiance, la panique, dans cet univers de spéculations financières qui ne connaît d'autre mode de régulation que le krach. Leur réponse est de donner confiance aux créanciers et aux marchés en faisant payer les classes exploitées.

La seule réponse répondant aux besoins de la société est démocratique : l'intervention des travailleurs et des classes populaires pour annuler la dette, prendre le contrôle du crédit, de la finance en socialisant les banques en un monopole public bancaire pour mettre l'économie au service de l'ensemble de la population. Cela, personne ne le fera à la place des classes exploitées, à la place du peuple, pas plus en Grèce qu'ici.

\* \* \* \* \*

*Le Maillon déchaîné reviendra en septembre...*

*Bons congés à toutes et tous !*

## **GETRAG changement de propriétaire... méfiance !**

La semaine dernière l'ensemble des salariés de la société GETRAG ont appris qu'ils sont en voie d'être vendus pour 1,75 milliards de dollars à un équipementier automobile canadien, Magna. Le numéro 5 mondial, rien que ça ! L'accord doit être conclu avant la fin de l'année.

Les dirigeants de Magna disent qu'ils veulent se développer dans le secteur des transmissions... mais ils reconnaissent que c'est surtout les co-entreprises de Getrag en Chine qui les intéressent.

Nos collègues de GFT ont déjà eu l'occasion de vivre un rachat avec de belles promesses à la clef, par l'équipementier GETRAG justement. Cela s'était traduit en fait par des attaques sur les salaires, l'aggravation des conditions de travail, des embauches avec des salaires au minimum, etc.

Une expérience qui n'annonce rien de bon pour les 13 500 salariés du groupe et ses 23 sites dans le monde.

La seule chose qui intéresse les capitalistes c'est de faire plus de profits, et visiblement la famille Hagenmayer propriétaire de GETRAG va toucher le jack pot...

La seule limite à leur voracité, c'est quand les salariés luttent pour leur droits. Pour que les mauvais coup ne se répètent pas. Il n'y a pas d'autres solutions.

## **Solidarité internationale avec le peuple Kurde et la reconstruction de Kobanê**

Le NPA dénonce l'attentat suicide attribué à Daesh survenu au matin du 20 juillet, à Suruc, en Turquie qui a fait 31 victimes et une centaine de blessés hospitalisés. Il exprime sa solidarité avec les victimes et aussi avec le Centre culturel Amara, plaque tournante de la solidarité internationale pour la reconstruction de Kobanê, lieu d'accueil pour l'Association du Rojava qui y coordonne les aides et secours internationaux.

Celui qui a commis ce lâche attentat-suicide, ceux qui l'ont commandité savaient ce qu'ils faisaient. Ils ont ciblé 330 jeunes hommes et jeunes femmes rassemblés à Suruc par la Fédération des associations de jeunes socialistes de Turquie qui venaient d'annoncer qu'ils avaient enfin obtenu l'autorisation des autorités turques de franchir la frontière turco-syrienne pour participer à la reconstruction de la ville de Kobanê. L'assassin et ses commanditaires ont voulu terroriser les militantes et militants de la solidarité internationale avec la résistance populaire des YPG et YPJ du Rojava contre la barbarie de Daesh. Nous ne leur céderons pas.

Il ne fait aucun doute que l'assassin n'a pu agir qu'avec la complicité de l'Etat turc, dont la police sur place, à Suruc, contrôle toutes les allées et venues, et qui, ce lundi matin, a tiré des gaz lacrymogènes contre les ambulances transportant les blessés dans les hôpitaux. La

responsabilité politique d'Erdogan, de l'AKP et du gouvernement turc est totalement engagée.

Le NPA dénonce le silence du gouvernement français et de Hollande. 300 militants kurdes croupissent toujours dans les geôles françaises, et le PKK figure toujours sur la liste des organisations terroristes de l'Union européenne.

Cet attentat pourrait être le prétexte recherché par Erdogan, se posant en garant de l'ordre et de la sécurité dans la région, pour renforcer le déploiement militaire de l'Etat turc à la frontière turco-syrienne, obtenir de ses alliés de l'OTAN leur feu vert pour y établir la « zone tampon » qu'il leur réclame depuis un an, faire pénétrer ses troupes en Syrie pour y écraser le soulèvement en cours au Rojava.

Le NPA soutient les manifestations de protestation contre cet attentat et de solidarité au peuple kurde en particulier, à Paris, le 25 juillet à 14h, gare de l'Est.

*Montreuil, le 21 juillet 2015*

## **Communiqué unitaire Grèce : Non à la répression des militant-es anti-austérité. Relaxe immédiate**

Le mercredi 15 juillet le parlement adopte un troisième mémorandum qui impose de nouvelles mesures austéritaires au peuple et aux travailleuses et travailleurs grecs. Au même moment le principal syndicat de la fonction publique (ADEDY) exige: « l'abolition du mémorandum » et « l'annulation de la dette ». Ce soir là, 15 000 personnes manifestent contre le vote au parlement. La manifestation est dispersée violemment par la police « anti-émeute » au niveau de la place Syntagma. Le 22 juillet prochain 14 militant-es anti-austérité passeront devant les tribunaux et risquent de la prison ferme. Parmi ces 14 militant-es deux sont des syndicalistes, l'un éducateur et l'autre est secrétaire du syndicat des employés de librairie d'Athènes. Ils risquent 3 mois de prison ferme et 3 ans avec sursis. Ils sont accusés d'atteinte à la propriété privée, trouble à l'ordre public, insultes et tentative de violence contre les détenteurs de l'autorité. Nous tenons à réaffirmer notre complète solidarité avec les manifestantes et manifestants qui se sont mobilisés à Athènes dans la suite du NON au référendum du 5 juillet en Grèce. Nous exigeons au plus vite auprès des autorités grecques la relaxe immédiate des deux syndicalistes et de tous les interpellés. Nous condamnons fermement l'usage de la violence, de la part du gouvernement grec, contre la jeunesse et les travailleuses et travailleurs qui s'opposent dans la rue à l'austérité.

*Paris, le 22 juillet 2015*

*Antarsya France, Attac, Effrontés, Fondation Copernic, Organisation de Femmes Egalité, PCOF, Solidaires, Ensemble, NPA, Alternative Libertaire*

**Ne pas jeter sur la voie publique... laisser traîner dans l'atelier...**